

L'inefficience française en matière d'éducation et de formation coûte 16 milliards d'euros par an

écrit par Monique B | 8 janvier 2024

98%	11	Slovénie	93%	21	Luxembourg
96%	12	Lituanie	93%	22	France
95%	13	Lettonie	93%	23	Malte
95%	14	Rep. Tchèque	92%	24	Slovaquie
95%	15	Autriche	92%	25	Croatie
94%	16	Islande	92%	26	Roumanie
94%	17	Belgique	91%	27	Grèce
94%	18	Royaume-Uni	91%	28	Italie
94%	19	Portugal	91%	29	Chypre
93%	20	Hongrie	90%	30	Bulgarie

98%	11	Slovénie	93%	21	Luxembourg
96%	12	Lituanie	93%	22	France
95%	13	Lettonie	93%	23	Malte
95%	14	Rep. Tchèque	92%	24	Slovaquie
95%	15	Autriche	92%	25	Croatie
94%	16	Islande	92%	26	Roumanie
94%	17	Belgique	91%	27	Grèce
94%	18	Royaume-Uni	91%	28	Italie
94%	19	Portugal	91%	29	Chypre
93%	20	Hongrie	90%	30	Bulgarie

La France est au 14^e rang sur 30 en efficacité de la dépense

d'éducation primaire et secondaire. Décryptage.

L'Institut économique Molinari a publié [une étude](#) inédite visant à comparer le rapport coût/efficacité des différents pays européens en termes d'éducation et de formation. Elle analyse 30 pays européens et effectue trois comparatifs : le premier sur l'éducation primaire et secondaire, le second sur le supérieur, et le troisième sur l'ensemble du système de formation.

Un manque d'efficacité global autour de 16 milliards d'euros

La France se situe à la 22^e place sur les 30 pays d'Europe étudiés. Au titre du primaire, du secondaire et du supérieur, l'inefficacité française représente un surcoût de 18 milliards d'euros en considérant les lacunes dans la transmission des compétences de base et l'intégration dans l'emploi. Elle est de 14 milliards si l'on se focalise sur la seule inadéquation de l'éducation et de la formation avec le marché de l'emploi.

En retenant le milieu de cette fourchette, on peut affirmer que si le système français se rapprochait des systèmes les plus efficaces, les mêmes résultats auraient dû être atteints en économisant 16 milliards d'euros ou 9,4 % de la dépense intérieure d'éducation de 2018.

L'Irlande, l'Estonie et les Pays-Bas forment le trio de tête de l'efficacité de la dépense d'éducation et de formation, suivis par l'Allemagne, la Norvège et la Finlande.

Un surcoût de 14 milliards d'euros par an dans le primaire et le secondaire

La France est au 14^e rang sur 30 en efficacité de la dépense d'éducation primaire et secondaire.

Elle dépense 7890 euros par an et par élève du primaire et

secondaire (ou 22,5 % du PIB par habitant par élève, vs 21,7 % en Europe) ; 70 % des élèves de 15 ans n'ont pas de difficulté en compréhension de l'écrit, mathématique et science (vs 69 % dans les 30 pays étudiés).

Les deux pays les plus performants sont l'Estonie et l'Irlande. La dépense par élève est élevée en Estonie (23,8 % du PIB par tête vs 21,7 % en Europe), mais les résultats sont excellents, avec 83 % des élèves n'ayant aucune difficulté (vs 68,7 % en Europe). L'Irlande dépense moins que la moyenne avec des résultats très bons, 77 % des élèves n'ayant aucune difficulté (vs 68,7 % en Europe).

Si les ressources françaises étaient dépensées aussi bien qu'en Estonie ou en Irlande, le même résultat aurait été obtenu en 2018 en diminuant de 15,3 % la dépense par élève en pourcentage du PIB/tête, soit une économie de 1200 euros par élève du primaire et du secondaire.

Actualisé aux prix de 2022, cela représenterait une économie de 13,7 milliards d'euros sur 90 milliards d'euros de dépense d'éducation primaire et secondaire.

Un surcoût de 4 milliards par an dans l'enseignement supérieur

La France est au 27^e rang sur 30 en efficacité de la dépense d'enseignement supérieur.

Elle dépense plus par élève (31,7 % du PIB par habitant et par an vs 31,3 % en Europe) mais obtient un taux d'emploi moindre (84,6 % un à trois ans après le diplôme, vs 85,6 % en Europe).

La Finlande a notamment un taux d'emploi plus élevé que la France (88,3 % vs 84,6 %) en dépit d'une dépense par élève inférieure de 3 points (28,8 % du PIB par habitant, vs 31,7 % en France).

L'inefficacité française est encore plus criante vis-à-vis de l'Islande dont le taux d'emploi est 11 points plus élevé qu'en France (95,8 % vs 84,6 %) avec une dépense par élève inférieure de 8 points (24,3 % du PIB par habitant vs 31,7 % en France).

Si la France était au niveau des pays les plus performants (Grèce, Islande, Lettonie, Malte), elle aurait atteint en 2018 le même niveau d'intégration des jeunes diplômés en économisant 12,1 % des dépenses liées à l'enseignement supérieur.

Actualisé aux prix de 2022, cela représenterait une économie de 3,8 milliards d'euros sur 32 milliards d'euros de dépense d'enseignement supérieur.

Un surcoût de 14 milliards lié à l'inadéquation avec l'emploi

La France est au 25^e rang sur 30 en efficacité de la dépense d'éducation et formation, si l'on se focalise sur l'adéquation avec le marché de l'emploi.

Elle dépense plus dans l'éducation (6 % du PIB vs 5,3 % en Europe) mais a de moins bons résultats en termes d'adéquation avec l'emploi.

En France, le taux d'emploi 1 à 3 ans après l'obtention du dernier diplôme était de 70,3 % en 2018 (vs 76,7 % en Europe), le taux de surqualification de 21,9 % (vs 20,8 % en Europe), et le taux de jeunes ni en formation ni en apprentissage, ni en emploi de 13,6 % (vs 12,4 % en Europe).

L'inefficacité française était particulièrement criante vis-à-vis de l'Islande. Cette dernière dépense moins en éducation que la France (5,7 % du PIB vs 6 %) pour des résultats bien meilleurs en emploi (91,8 % vs 70,3 %), surqualification (15,6 % vs 21,9 %), ou jeunes ni en

formation ni en apprentissage, ni en emploi (5,4 % vs 13,6 %).

Si la France était au niveau des pays les plus performants (Islande, Lituanie, Luxembourg, Malte, Roumanie, Suisse) elle aurait atteint en 2018 le même niveau d'intégration des jeunes diplômés, économisant 8,5 % des dépenses d'éducation et de formation.

Actualisé aux prix de 2022, cela représenterait une économie de 14 milliards d'euros sur 171 milliards d'euros investis dans l'éducation et la formation.

Trois axes pour améliorer l'efficacité du système de d'éducation et de formation en France

1) Laisser une plus grande autonomie aux établissements, aussi bien en termes d'organisation, que de recrutement et de choix des méthodes.

2) Poursuivre les efforts visant à améliorer l'adéquation de la formation à l'emploi, pour casser la spirale inflationniste qui conduit à augmenter la durée des études pour se signaler vis-à-vis des employeurs.

3) Réduire les coûts cachés associés à l'imprévoyance de l'État en matière de gestion de personnels, en provisionnant les retraites des nouveaux enseignants et personnels administratifs de droit public.

À propos de la méthode

Nous avons employé la méthode d'analyse d'enveloppement des données, dite DEA. Elle permet d'identifier les pays ayant le meilleur rapport qualité/prix éducatif, et de quantifier la moindre efficacité des autres pays, en comparant les ressources éducatives aux résultats fournis par les systèmes d'éducation.

Elle définit une frontière d'efficacité qui représente le meilleur résultat possible pour un niveau de ressource donné. Plus un pays est éloigné de cette frontière composée des pays les plus performants, moins son système éducatif est efficace, plus il peine à mobiliser efficacement ses moyens pour atteindre un objectif donné. La méthode permet de quantifier les économies qui pourraient être réalisées pour atteindre les mêmes résultats, si chaque pays à la peine arrivait à se hisser au niveau des pays les plus performants.

Les 30 pays étudiés correspondent à l'Union européenne (sauf l'Espagne pour laquelle une donnée PISA clef n'était pas disponible) plus l'Islande, la Norvège, la Suisse et le Royaume-Uni. L'analyse porte sur l'année 2018, date de la publication des derniers résultats PISA disponibles au moment de la réalisation de l'étude. Les résultats ont été convertis en euros de 2022, conformément aux usages du ministère de l'Éducation nationale.

L'efficacité du primaire et du secondaire est évaluée en comparant la part des élèves de 15 ans n'ayant aucune difficulté dans les trois domaines étudiés dans PISA (compréhension de l'écrit, mathématique, science), et les dépenses d'éducation par élève rapportées au PIB par habitant.

L'efficacité de l'enseignement supérieur est évaluée en comparant le taux d'emploi des diplômés du supérieur 1 à 3 ans après leur dernier diplôme, et les dépenses par élève en pourcentage du PIB par habitant.

L'adéquation avec l'emploi est évaluée en comparant la dépense totale d'éducation et de formation (y compris apprentissage et formation continue) et :

1. Le taux d'occupation d'un emploi 1 à 3 ans après l'obtention du dernier diplôme

2. Le taux de surqualification (part des actifs exerçant une activité requérant un niveau de diplôme inférieur à celui qu'ils ont obtenu)
3. Le taux de jeunes ni en formation ni en apprentissage, ni en emploi (NEET)

Afin d'obtenir un classement général des systèmes d'éducation, nous avons pris en compte les trois classements. Les notes obtenues au titre du primaire/secondaire et du supérieur comptent pour 50 % de la note finale. Elles ont été agrégées, en tenant compte du poids respectif des dépenses dédiées au primaire/secondaire et au supérieur dans chacun des pays. Les notes obtenues sur l'adéquation de l'éducation et de la formation avec le marché de l'emploi comptent elles aussi pour 50 % de la note finale.

Par :

[Institut Economique Molinari](#)

<https://www.contrepoints.org/2024/01/05/469092-linefficiency-francaise-en-matiere-deducation-et-de-formation-coute-16-milliards-deuros-par-an>